



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
165 Avenue Paul Seguin
39000 LONS-LE-SAUNIER

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sarreguemines International

28 RUE DE LA FAIENCERIE
#886 BP27
71160 DIGOIN

Références : FC/MB/2022/L_546
Code AIOT : 0005401148

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2022 dans l'établissement Sarreguemines International implanté 28 RUE DE LA FAIENCERIE #886 BP27 71160 DIGOIN. L'inspection a été annoncée le 02/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité du site et de la vérification des actions mise en oeuvre pour assurer la mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarreguemines International
- 28 RUE DE LA FAIENCERIE #886 BP27 71160 DIGOIN
- Code AIOT : 0005401148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par jugement du tribunal de commerce, la SAS DESLORIEUX a été désignée liquidateur judiciaire de la société Sarreguemines International qui exploite une faïencerie sur le territoire de la commune de Digoïn.

Cet établissement, dont le liquidateur judiciaire est désormais représentant es qualités, est une installation classée pour la protection de l'environnement, dont la cessation d'activité implique le respect de règles bien spécifiques notamment selon les dispositions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du Code de l'Environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité
- Suites des MED de 2018 et 2019 en lien avec cette cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
6	Gestion des suites des MED	AP de Mise en Demeure du 10/10/2018, article Alinéas 1 et 2 du II et 2 du III de l'article 1er	Prise d'effet de l'astreinte

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
7	Gestion des suites des MED	AP de Mise en Demeure du 17/01/2019, article Alinéas 1 du I et 1,2 3 du II de l'article 1er	Prise d'effet de l'astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dossier de cessation d'activités	Code de l'environnement du 11/07/2011, article articles R.512-39-1-I et R.512-39-2
2	Déchets et Produits – Stockage et quantités	Code de l'environnement du 11/07/2011, article article R.512-39-1-II-1°
3	Accès – État général du site	Code de l'environnement du 11/07/2011, article article R.512-39-1-II-2°
4	Risque d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 11/07/2011, article article R.512-39-1-II-3°
5	Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	Code de l'environnement du 11/07/2011, article article R.512-39-1-II-4° et R.512-39-1-III

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever 8 non-conformités et de formuler 1 demande de complément.

Par ailleurs, certaines dispositions des arrêtés préfectoraux de mises en demeure du 10/10/2018 et 17/01/2019 ne sont pas respectées, malgré la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 10 mai 2022. Cette astreinte prend effet à compter du 90^e jour suivant sa date de notification ; soit à compter du 8 août 2022, date de la présente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article articles R.512-39-1-I et R.512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Notification cessation d'activité
Prescription contrôlée : Article R. 512-39-1 I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Article R. 512-39-2 I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage

<p>de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p>
<p>Constats : Par jugement du tribunal de commerce, une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte à l'encontre de la société SARREGUEMINES INTERNATIONAL. Le liquidateur judiciaire a notifié le 27 mai 2022 au préfet de Saône-et-Loire la cessation totale d'activité, de l'établissement exploité par la société SARREGUEMINES INTERNATIONAL situé à Digoin. Les terrains exploités vont être libérés et sont susceptibles d'être affectés à un nouvel usage. L'état dans lequel le site doit être remis n'a pas été déterminé dans l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Constat 1-08082022 : Non-conformité : l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n'a pas transmis au préfet de Saône-et-Loire une copie de ses propositions sur le type d'usage futur du site telle que transmises au maire ou au président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme comme mentionné à l'article R. 512-39-2 ; - n'a pas informé le préfet de Saône-et-Loire d'un accord du maire ou du président de l'EPCI compétent sur le ou les types d'usage futur du site.
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Déchets et Produits – Stockage et quantités

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article article R.512-39-1-II-1°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des déchets et produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;</p>
<p>Constats : Dans la notification transmise, le liquidateur indique que, compte tenu de l'activité exploitée (fabrication de vaisselles en quantité industrielle), il est probable qu'il existe sur le site des déchets à évacuer.</p> <p>Il précise qu'il est également probable que l'actif disponible de la liquidation ne permettra pas l'évacuation totale de ces déchets.</p> <p>Dans un premier temps, le liquidateur a pris les mesures suivantes concernant les déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande d'autorisation à M. Le Juge commissaire de missionner la société SNS EXPERTISE afin de réaliser le bilan environnemental qui a notamment pour finalité de déterminer la présence ou non de déchets tout en précisant leur caractère dangereux ou non dangereux ; - Contact avec la société EPUR à DIGOIN, prestataire habituel du site pour l'évacuation. <p>L'inspection constate le jour de la visite que les déchets recensés dans le procès verbal de constat d'huissier réalisé les 11/12/2019, 12/12/2019, 18/12/2019 et 05/02/2020 par la SCP RAY BERNARD - LANGEVIN ALEXA sont toujours présents sur le site.</p> <p>D'autres déchets dangereux et non dangereux ont été constatés sur le site le jour de la visite (cf. photographie en Annexe 1).</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant a été mis en demeure en 2018 et 2019 de procéder à l'évacuation de déchets présents sur le site (cf. point de contrôle n°6 et 7)</p> <p>Constat n°2-08082022 : Non-conformité : la notification n'indique pas les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site pour ce qui concerne l'évacuation de tous les</p>

produits dangereux et des déchets présents sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Accès – État général du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article article R.512-39-1-II-2°
Thème(s) : Risques accidentels, Sureté/sécurité
<p>Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <p>2°) Des interdictions ou limitations d'accès au site</p> <p>Constats : Dans sa notification, le liquidateur indique que le Tribunal de commerce de Mâcon a désigné Me GODILLOT, huissier à PARAY LE MONIAL afin de réaliser un inventaire.</p> <p>Il précise avoir sollicité de ce dernier qu'il appose des pancartes sur l'enceinte du bâtiment afin de défendre quiconque de s'introduire sur le site.</p> <p>En outre, il indique avoir pris attache avec la société ACTION CONSEIL - M. Meunier - afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procéder à la fermeture dans la mesure du possible de tous les accès du bâtiment - vérifier l'état du grillage d'enceinte du site. <p>En présence de M. Meunier, l'inspection constate que l'enceinte du site est grillagée et que tous les accès des bâtiments sont fermés à clefs. Aucune pancarte n'est constatée lors de la visite.</p> <p>Constat n° 3-08082022 : Demande de complément : Confirmer que les pancartes évoquées dans la notification de cessation d'activité ont bien été mises en place.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Risque d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article article R.512-39-1-II-3°
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en électricité et gaz
<p>Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion</p> <p>Constats : Dans sa notification, le liquidateur judiciaire indique que la faïencerie possède trois fours fonctionnant au gaz.</p> <p>En raison de la crise en UKRAINE et de l'augmentation du prix du gaz, la société ne pouvait plus se fournir de cette énergie depuis quelques semaines. Ainsi, les trois fours sont totalement à l'arrêt depuis plusieurs semaines.</p> <p>Le liquidateur précise avoir immédiatement demandé à GRDF de procéder à la neutralisation du compteur d'alimentation en gaz afin de limiter les risques d'explosion liés au gaz.</p> <p>S'agissant de la présence de produits inflammables, le liquidateur indique que, d'après M. WANG, ancien directeur de l'établissement, l'ensemble des fûts de produits divers ont été rassemblés dans une partie de l'usine.</p>

<p>L'inspection constate le jour de la visite que le gaz a bien été coupé (cf. Annexe 1).</p> <p>Il est constaté la présence de bouteilles de gaz à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments. Il est également constaté que des produits inflammables sont stockés dans divers ateliers de l'établissement.</p> <p>M. Meunier indique que l'alimentation électrique n'a pas été entièrement coupée afin que les agitateurs de la station d'épuration continuent de fonctionner pour éviter une solidification des effluents et un risque de débordement de la cuve contenant ces derniers.</p> <p>L'inspection constate que l'alimentation électrique n'a également pas été coupée dans certains anciens ateliers de l'établissement.</p> <p>Constat n°4-08082022 : Non-conformité : La notification n'indique pas les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site concernant la suppression de l'ensemble des risques d'incendie et d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article article R.512-39-1-II-4° et R.512-39-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement
<p>Prescription contrôlée : R. 512-39-1-II-4° La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement R.512-39-1-III : En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p>
<p>Constats : Dans sa notification, le liquidateur indique que, compte tenu de l'ancienneté de l'activité, de la superficie du site, des fonds disponibles dans la procédure, et du volume probable de déchets à évacuer, il est peu probable que la procédure puisse prendre en charge cette évacuation.</p> <p>L'inspection indique que cette disposition réglementaire ne concerne pas que l'évacuation des déchets susmentionnée.</p> <p>Dans le cadre de la cessation d'activité du site, un mémoire de réhabilitation (ou un plan de gestion) doit par exemple être réalisé.</p> <p>Constat 5-08082022 : Non-conformité : la notification de cessation d'activité ne précise pas les mesures prises ou prévues pour assurer la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/10/2018, article Alinéas 1 et 2 du II et 2 du III de l'article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Alinéas 1 et 2 du II de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) de 2018 :</p> <p>"de procéder au stockage temporaire des déchets et produits neufs dans des conditions ne portant pas atteinte, ou ne risquant pas de porter atteinte, à l'environnement en procédant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la mise en place de mesures techniques (ex : benne étanche couverte, abri en dur aménagé, autres dispositions offrant un niveau de garanti équivalent à l'objectif recherché) garantissant la protection des sols et des milieux « eau » dans le cadre de l'exploitation des zones dédiées et délimitées au stockage temporaire des déchets issus des refus de production (« casse ») dont les caractéristiques seront communiquées aux services de l'inspection (localisation, surface, volume maximum stocké sur site ; descriptif des mesures retenues pour préserver l'environnement) ; • à la mise à l'abri des intempéries, sur rétentions, au droit de zones dédiées et délimitées et dont les caractéristiques seront communiquées aux services de l'inspection (localisation, surface, nombre de conteneurs, volume maximum stocké sur site), l'ensemble des déchets dangereux stockés temporairement et produits neufs sous forme liquide. Les zones réservées aux produits neufs seront distinctes (matérialisées) de celles réservées au stockage temporaire des déchets dangereux en prenant en considération d'éventuelles règles d'incompatibilité des produits et déchets entre eux." <p>Alinéa 2 du III de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 2018 :</p> <p>"de procéder à l'élimination des déchets liquides et solides ne pouvant pas être stockés temporairement dans des conditions ne portant pas atteinte, ou ne risquant pas de porter atteinte, à l'environnement telles qu'arrêtées au sein de l'établissement"</p> <p>Constats : L'inspection constate que des déchets dangereux liquides qui ont été regroupés dans le hangar de stockage situé en zone AX ne sont pas sur rétentions.</p> <p>L'inspection avait été interrogée avant la cessation d'activité par l'exploitant sur la possibilité de mettre en place une géomembrane sous ces fûts de déchets au droit de ce hangar pour former rétention.</p> <p>L'inspection avait rappelé les dispositions applicables en matière de rétention à savoir que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Ces mesures susceptibles de placer cette zone du site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 n'ont pas été mises en place.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate qu'une quantité de déchets significative s'est accumulée sur le site depuis la dernière visite d'inspection (cf. photographie en annexe). Des déchets non référencés par le constat d'huissier susmentionné ont également été constatés le jour de la visite (par exemple fûts d'acides, de chlorure de méthylène ou fûts rouillés contenant des liquides non déterminés ; cf. photographie en annexe 1)</p> <p>Constat n° 6-08082022 : Non-conformité : le stockage temporaire des déchets n'est pas effectué</p>

dans des conditions ne portant pas atteinte ou ne risquant pas de porter atteinte à l'environnement en l'absence des mesures techniques et organisationnelles adaptées ou requises. L'article 1er – §II - alinéa 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 octobre 2018 n'est pas respecté.

Par ailleurs, l'inspection constate la présence de boues dans la fosse générale de réception des effluents bruts.

M. Meunier confirme que les boues sont toujours en attente d'évacuation. La société EPUR qui avait réalisé la précédente évacuation des boues a été sollicitée selon le liquidateur.

Constat n°7-08082022 : Non-conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'élimination, de la valorisation des déchets liquides et solides ne pouvant pas être stockés temporairement dans des conditions ne portant pas atteinte, ou ne risquant pas de porter atteinte, à l'environnement. L'article 1er – §III - alinéa 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 octobre 2018 n'est pas respecté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prise d'effet de l'astreinte

N° 7 : Gestion des suites des MED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/01/2019, article Alinéas 1 du I et 1 du II de l'article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Alinéa 1 du I de l'article 1er de l'APMED de 2019 : "• de supprimer tout risque de déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux en procédant notamment : • au curage et au nettoyage complet de la fosse de réception des effluents « bruts » en procédant à l'élimination de son contenu auprès de filières autorisées ; • au curage et au nettoyage complet du décanteur utilisé dans le cadre des opérations de traitement des effluents autorisés en procédant à l'élimination de son contenu auprès de filières autorisées" Alinéa 1 du II de l'article 1er de l'APMED de 2019 : • "de transmettre les justificatifs propres aux opérations de curage, de nettoyage et d'élimination des fractions liquides et des boues (bordereaux de suivi des déchets dangereux) récupérées au droit de la fosse de réception des effluents « bruts » et du « décanteur » équipant la station de traitement : Constats : L'exploitant confirme que les boues susmentionnées sont toujours en attente d'évacuation. Selon le liquidateur, la société EPUR qui avait réalisé la précédente évacuation des boues a été contacté pour procéder à l'évacuation de ces boues. . Constat n°8-08082022 : Non-conformité : L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation (ou l'engagement) des opérations de curage de la fosse générale de réception des effluents bruts et du décanteur de la station d'épuration. L'article 1er – I§ alinéa 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2019 n'est pas respecté. Constat n°9-08082022 : Non-conformité : L'exploitant n'a pas justifié l'élimination des déchets générés par des opérations de curage de la fosse générale de réception des effluents et du décanteur d'une part et des mesures prises pour maîtriser les liaisons pouvant être vues comme des voies de transfert de la pollution d'autre part. L'article 1er – §II - alinéa 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2019 n'est pas respecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prise d'effet de l'astreinte

Annexe 1 : planche photographique



Exemple de déchets regroupés dans le hangar de la zone AX



Arrivée de gaz

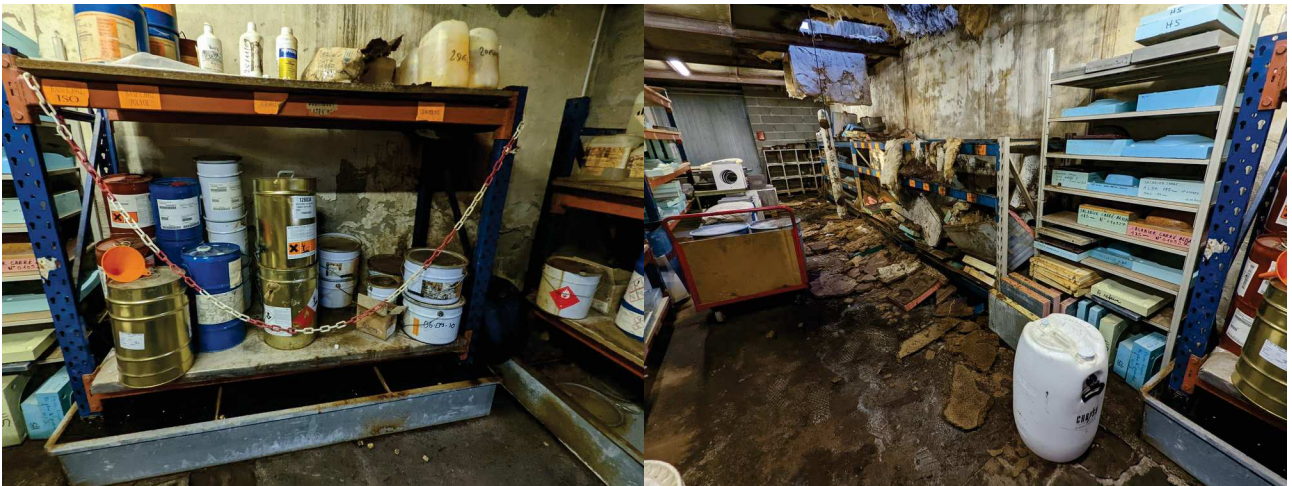


Déchets stockés sous auvent





Effluents et boues de STEP



Stockage de déchets dangereux dont inflammables dans différents ateliers



Stockage d'acide chlorhydrique



Hypochlorite de soude et Chlorure de méthylène



Fûts contenant un produit liquide non identifié qui s'est déversé à même le sol non étanche